

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22101 - 82ÈME ANNÉE

Après Madagascar, manifestation à Maurice

La pénurie d'eau, nouveau facteur d'instabilité dans l'océan Indien ?



Après Madagascar, Maurice connaît à son tour des manifestations liées à la pénurie d'eau. Face à la colère des habitants, le gouvernement prévoit 117 millions d'euros d'investissements pour sécuriser l'approvisionnement. Cette crise rappelle que l'eau devient un enjeu social et politique majeur dans l'océan Indien. À La Réunion, où la consommation atteint 180 litres par jour et par habitant et où 35 % de l'eau se perd dans les réseaux, le risque de pénurie est réel.

Après Madagascar depuis l'an dernier, c'est désormais à Maurice que la question de l'eau devient un sujet de tension sociale. Le samedi 20 juin, des habitants de La Caverne, à Vacoas, sont descendus

dans la rue pour protester contre une interruption prolongée de l'approvisionnement en eau potable. Selon le journal « L'Express », des résidents excédés par plusieurs jours de pénurie ont bloqué la circulation afin d'alerter les autorités sur une situation devenue difficilement supportable.

Enjeu économique, social et politique majeur

Cette mobilisation illustre une réalité qui touche de plus en plus les pays de notre région : l'eau, longtemps considérée comme une ressource

acquise, devient un enjeu économique, social et politique majeur.

Face à cette situation, le gouvernement mauricien a annoncé un vaste programme d'investissements. Près de 6,4 milliards de roupies mauriciennes, soit environ 117 millions d'euros, doivent être mobilisés au cours des trois prochaines années. L'objectif est de renforcer la sécurité de l'approvisionnement grâce à la construction d'un nouveau réservoir de grande capacité, de nouvelles usines de traitement, au forage de nouveaux puits et à la réparation de canalisations défectueuses.

L'importance de cet effort financier montre que les autorités mauriciennes considèrent désormais la question de l'eau comme une priorité politique essentielle.

À l'origine du coup d'État militaire à Madagascar

Dans notre région, les difficultés d'accès à l'eau peuvent rapidement prendre une dimension politique. À Madagascar depuis l'an dernier, les tensions liées aux coupures d'eau et d'électricité contribuent à alimenter un climat de mécontentement social déjà marqué par de nombreuses difficultés économiques. Le gouvernement a été renversé par un coup d'État militaire profitant de ces manifestations. Il avait également évoqué le rôle de campagnes de désinformation et d'opérations numériques venues de l'étranger dans l'amplification des tensions.

Une crise de l'eau peut-elle fragiliser la stabilité d'un pays ?

L'histoire montre que lorsque les populations n'ont plus accès à des droits essentiels comme l'eau potable, le logement, l'emploi, la confiance envers les institutions peut rapidement s'éroder. Les difficultés du quotidien deviennent alors un facteur de contestation susceptible d'alimenter des mouvements plus larges.

La Réunion n'est pas à l'abri de ces évolutions. Certes, les coupures observées actuellement restent limitées et ne provoquent pas de troubles. Mais les indicateurs sont préoccupants. La saison des pluies 2025-2026 a été l'une des plus sèches jamais enregistrées. Les nappes phréatiques diminuent, plusieurs communes sont soumises à des restrictions et les premiers plans de coupures sont déjà mis en œuvre dans certains secteurs.

Près de 180 litres d'eau potable par jour par habitant gaspillés à La Réunion

Surtout, la situation réunionnaise se caractérise par une consommation particulièrement élevée. Chaque habitant utilise en moyenne près de 180 litres d'eau potable par jour, record d'Afrique. En tenant compte des pertes dans les réseaux, estimées à environ 35 %, il faut produire près de 250 litres d'eau potable quotidiennement par personne pour satisfaire les besoins du système actuel contrôlé par des entreprises extérieures qui rapatrient les profits en France.

Alors que les épisodes de sécheresse risquent de devenir plus fréquents sous l'effet du changement climatique, la sécurisation de la ressource ne pourra pas reposer uniquement sur la construction de nouvelles infrastructures. Elle passera également par une réduction des pertes, une meilleure valorisation des eaux de pluie et une réflexion sur les usages de l'eau potable.

Les manifestations observées à Maurice rappellent qu'au-delà des questions techniques, l'eau est aussi un enjeu de cohésion sociale. Dans toute la région, la capacité des pouvoirs publics à garantir un accès durable à cette ressource essentielle est l'un des grands défis de notre temps.

M.M.

Extension du port de Toamasina : le Grand Port maritime de La Réunion peut s'inquiéter

L'extension du port de Toamasina et la création du Port Sec III pourraient redistribuer les équilibres logistiques dans l'océan Indien. En visant l'accueil direct des grands porte-conteneurs et en réduisant sa dépendance aux ports de transit comme Port Réunion, Madagascar affiche l'ambition de devenir un hub régional. Port Réunion va perdre tout son trafic de transbordement à destination de Madagascar et les marchandises pour La Réunion pourraient être transbordées à Toamasina sur de plus petits bateaux. A quoi serviront les importants investissements faits à La Réunion ces dernières années ?

Depuis plusieurs décennies, Port Réunion occupe une place stratégique dans l'océan Indien. Grâce à ses infrastructures modernes, sa position géographique et son rôle de plateforme de transbordement, il est devenu un acteur incontournable des échanges maritimes régionaux. Mais l'émergence de nouveaux projets portuaires à Madagascar pourrait rebattre les cartes.

La construction du Port Sec III de Tsarakofafa accompagne l'extension du port de Toamasina. Elle marque une nouvelle étape dans les ambitions économiques malgaches. L'objectif affiché est clair : faire de Toamasina un hub logistique régional capable d'accueillir directement les plus grands navires de commerce et de redistribuer les marchandises dans notre région.

Remise en cause du modèle actuel

Aujourd'hui, une partie importante des marchandises destinées à Madagascar transite par des plateformes régionales, notamment La Réunion et Maurice, avant d'être acheminée vers Toamasina. Ce système de transbordement génère des coûts sup-

plémentaires pour les importateurs malgaches, mais constitue également une source d'activité et de revenus pour les ports de transit.

Les Malgaches veulent désormais réduire cette dépendance. Grâce à l'extension du port et à la création du Port Sec III, Toamasina ambitionne de recevoir directement les grands porte-conteneurs en provenance d'Asie, d'Europe ou du Moyen-Orient. Si cette stratégie réussit, une partie des flux actuellement traités par Port Réunion pourrait être redirigée vers Madagascar.

Une concurrence qui change d'échelle

Longtemps considéré comme un marché dépendant des infrastructures régionales, Madagascar cherche désormais à devenir lui-même une plateforme logistique. Le projet représente plus de 200 millions de dollars d'investissements pour le Port Sec III, auxquels s'ajoutent les 760 millions de dollars mobilisés pour l'extension du port de Toamasina.

Ces investissements visent à créer un ensemble intégré comprenant zones de stockage, réseau ferroviaire, services logistiques et capacités d'accueil pour les plus grands navires. À terme, Toamasina ne souhaite plus seulement desservir Madagascar, mais également redistribuer des marchandises vers d'autres pays de la région.

Pour Port Réunion, cette évolution est loin d'être anodine. Une baisse du volume de transbordement pourrait réduire certaines recettes portuaires et renforcer la concurrence dans un espace régional déjà très disputé.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Oté lérop ! Arète fé zanfan dann nout do siouplé !

Mézami zot i koné lérop i sort sign avèk nout bann voisin in akor komèrssyal — i apèl APE — pou pèrmète in pé tout marshandiz rant dsi lo tériroir éropéin san pèye la taks. Inn fasson kass tout bann frontyèr d'douane avèk sak lé an déor d'lérop.

Kan i di sa i parl in pé tout marshandiz késtyon pou bann péi d'érop fé zot bèr dsi lo do bann péi moïnss dévloché ké zot. Biensir si lakor lété pa gagnan-gagnan pou lérop nora pa signé. Mé oïla anparmi bann marshandiz néna galman bann sèrviss é sa i aranjan azot bien vi k'sé in manyèr konm i di pou taye la lène dsil'do bann mouton moïnss dévloché.

Zot i oi zot intére mé sé pa si zot i oi lé n'ot. Sépa si zot la domann azot si La Rényon épi d'ot tériroir loutremèr téi trouv zot intére ladan. Domaz mwin la pa antann La franss koz in pé for pou défann anou konm li la aksèp fiziye nout prodikssyon kann avèk dosik é ni oi zordi nou lé dann bo dra pou vréman.

Antouléka déssèrtin la pèr bann péi konm Madagaskar, Moriss épi d'ot i ruine nout bann sèrviss pars in pé i di dsi la késtyonn sèrviss banna i gingn fé myé ké nou é mwin shèr ké nou. Si lé vré va rès anou nout larm pou pléré épi bann transfèr larzan pou assir lo mintien nout réjime néo-kolonyaliss..

Amwins ké l'IA i ranplass anou, i ranplass galman bann zaktèr dann péi mwinss dévloché ké dann l'érop é final de kont l'APE sèrviss sar ankor in gob moush dsi nout shomin épi dsi sète nout bann voisin. E lérop plito k'ède anou nora plito koul anou, fé plonjan anou ankor pliss..

A bon antandèr salu !

Justin